

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1951

Artikel: Gaz naturel et Azerbaïdjan
Autor: Franchini, Federico
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024596>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

centaine de machines de terrassement qui se répartissent sur toute sa longueur. Elles alèsent le trou pour en faire un tunnel routier, creusent une galerie de sécurité avec passages tous les 250 mètres. A l'extérieur, d'autres machines entreprennent la creuse de deux ou trois puits de ventilation.

En décembre 2019, La transformation du tunnel est achevée. Elle a coûté 750 millions.

Le 1er janvier 2020, Les indicateurs de direction sont changés, le trafic routier est dévié de l'actuel tunnel routier vers le tunnel transformé. L'assainissement de l'actuel tunnel routier est entrepris.

En décembre 2022, L'assainissement de l'actuel tunnel routier, qui a été

effectué sans aucune interférence avec le trafic, est terminé. Il a coûté (chiffre OFROU) 515 millions. La Suisse a donc dépensé jusqu'ici 1'265 millions.

Le 1er janvier 2023, Les indicateurs de direction sont changés, le trafic routier est à nouveau dévié, cette fois de l'ancien tunnel ferroviaire vers le tunnel actuel assaini.

Si vous voulez, le 1er janvier 2023, les machines pénètrent dans l'ancien tunnel ferroviaire pour l'équiper comme doit l'être un tunnel ferroviaire moderne. Ça dure deux ans, et ça coûte 100 millions.

En décembre 2024, Le passage ferroviaire est rétabli, en respectant toutes les normes de sécurité les plus récentes, et en assurant le passage des gabarits les plus encombrants.

La situation est alors exactement la même qu'aujourd'hui, si ce n'est que toutes les conditions de sécurité sont respectées pour les deux tunnels, et leur capacité pleinement exploitable: Un tunnel routier à deux voies, et un tunnel ferroviaire à deux voies. Ça nous aura coûté 1'365 millions, soit 10% de plus que ce qu'envisage le Conseil fédéral, mais pour deux tunnels neufs, et sans aucun inconvénient pour les cantons voisins. Ces 1'365 millions constituent un investissement et non une dépense. Le peuple suisse aura certes payé 1'365 millions, mais il en aura reçu l'exacte contrepartie.

La question constitutionnelle ne se pose pas.

Les économies des cantons concernés n'en sont en rien affectées.

Gaz naturel et Azerbaïdjan

Federico Franchini • 7 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20312>

Dans le cadre de sa politique énergétique, la Suisse reste dans la dépendance d'un régime autoritaire

La décision de sortir du nucléaire pousse la

Confédération à diversifier son approvisionnement énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables. Pourtant, avant que ces dernières soient suffisamment développées, il faut trouver des alternatives.

Grandes émettrices de CO₂, les centrales à gaz sont considérées par certains comme une technologie de transition en vue du développement d'énergies plus propres. De ce fait l'approvisionnement en gaz

(actuellement 12% de l'énergie consommée¹¹ en Suisse) et la diversification de son origine deviennent un enjeu stratégique pour la Confédération.

Le gaz joue déjà un rôle géostratégique énorme. Pour exemple les crises entre la Russie et l'Ukraine qui ont touché les pays de l'Europe occidentale. Pour diversifier son approvisionnement, la Suisse regarde avec attention en direction de la mer Caspienne, en particulier vers un pays avec lequel elle entretient des relations de plus en plus étroites: l'Azerbaïdjan.

Petit Etat autocratique de l'Asie centrale, l'Azerbaïdjan est un acteur toujours plus important de l'approvisionnement énergétique mondial. Cela n'a pas échappé à nos gouvernants qui représentent déjà les intérêts azéris au sein du group de vote du FMI surnommé Helvetistan. En profitant de cette position privilégiée, le gouvernement helvétique a tissé ces dernières années d'importantes relations diplomatiques-énergétiques¹².

Petite chronologie

Février 2006: Micheline Calmy-Rey effectue une visite en Azerbaïdjan où elle signe

trois accords et une déclaration commune sur les migrations.

Octobre 2007: les deux pays signent un *Memorandum of Understanding* dans le domaine de l'énergie. Cet accord vise à faciliter la coopération et les investissements des entreprises privées dans le secteur de l'énergie et à améliorer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse en gaz naturel et en pétrole.

Mai 2008: Pascal Couchepin se rend sur la mer Caspienne où il visite l'important terminal gazier et pétrolier de Sangachal. Dans le cadre de ce voyage¹³, il cherche des appuis en vue de la fourniture de gaz à la Suisse.

Octobre 2009: Ilham Aliev, président de l'Azerbaïdjan, successeur de son père mort en 2003, est reçu¹⁴ à Berne par le président de la Confédération Hans-Rudolph Merz. Cette rencontre doit renforcer les relations bilatérales, notamment en ce qui concerne la fourniture de gaz naturel et de pétrole. Aliev affirme que son pays est prêt à fournir la Suisse en hydrocarbures.

Mars 2011: c'est à nouveau le tour de la ministre des affaires étrangères de se rendre à Bakou en visite

officielle¹⁵. Bien que la question des droits de l'homme soit une priorité de la politique étrangère helvétique, Calmy-Rey n'a pas pu critiquer officiellement un pays où les violences policières et la torture¹⁶ sont monnaie courante. Le thème de l'énergie était au centre des pourparlers.

Novembre 2011: Doris Leuthard, alors présidente de la Confédération, se rend¹⁷ sur les rives de la mer Caspienne avec une délégation composée de représentants des milieux économiques et scientifiques helvétiques. Pour la Suisse, il s'agit toujours d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et en pétrole. L'objectif prioritaire de la visite est de manifester le soutien suisse à la réalisation du TAP (*Trans Adriatic Pipeline*¹⁸), un corridor gazier sud-européen qui acheminera à partir de 2018 le gaz naturel de la mer Caspienne jusqu'à l'Italie, via la Turquie, la Grèce et l'Albanie.

De plus en plus azéri-dépendants?

Jusqu'à 2008 le pétrole brut qui arrivait aux raffineries suisses (Cressier et Collombey) était en majorité d'origine libyenne. Suite à la

crise entre les deux pays la Confédération a été contrainte à changer sa stratégie d'approvisionnement. L'Azerbaïdjan a pris donc le relais. Aujourd'hui déjà un tiers du brut acheté par les raffineries suisses provient de l'Azerbaïdjan. Socar¹⁹, le groupe pétrolier étatique azéri, est propriétaire des stations de service Esso en Suisse et dispose d'une antenne de négoce à Genève. On murmure également que Socar envisage d'acquérir la raffinerie de Cressier.

Le pétrole est déjà bien présent, le gaz arrivera bientôt. Il y a un mois, le consortium britannique BP, exploitant du gigantesque gisement gazier de Shah

Deniz en Azerbaïdjan, a choisi le projet TAP pour concrétiser la réalisation du gazoduc sud-européen. En concurrence avec d'autres projets soutenus par Rome et Athènes, le TAP a l'appui de Berne, notamment parce que la société zurichoise EGL²⁰ (42,5% du consortium) est impliquée dans les travaux. A partir de Shah Deniz, le gaz prendra la direction des pays de l'Europe du Sud. Depuis l'Italie, le gaz pourra ainsi rejoindre la Suisse et permettre à la Confédération de diversifier son approvisionnement: *«Dans le futur, nous aurons besoin de plus de gaz comme technologie de transition. De ce fait, il est très important*

de ne pas dépendre exclusivement du gaz qui provient du Nord, mais d'avoir différents corridors d'approvisionnement», affirm conseillère fédérale Leuthard .

Ce choix pose pourtant problème. Tout d'abord nous développons une dépendance énergétique à l'égard d'un pays autocratique caractérisé par la corruption²². Le renforcement des liens avec un tel régime peut-il se révéler problématique, comme l'évoque²³ Mark Pieth, président du groupe anti-corruption de l'OCDE? Ensuite, le gaz azéri constitue-t-il vraiment une énergie de transition ou va-t-il durablement se substituer au nucléaire?

Calife à la place du calife

Jean-Pierre Ghelfi • 13 avril 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20346>

Elections communales: destins croisés du socialisme neuchâtelois

Les élections communales neuchâteloises sont fixées au 13 mai prochain. A peu près personne n'en attend ou n'en escompte de changement significatif. Les partis peinent à recruter des candidates et des candidats. Le plus

souvent ils laissent entendre qu'ils souhaitent au moins maintenir leurs acquis.

Pour donner un coup de pouce à son parti cantonal, l'assemblée des délégués du parti socialiste suisse a siégé le 31 mars à La Chaux-de-Fonds, dans le cadre de l'ancienne usine électrique, haut lieu de son histoire industrielle et architecturale.

La section locale du PS a aussi tenu à marquer un événement très particulier, rare dans le paysage helvétique, en publiant tout récemment un ouvrage intitulé La Chaux-de-Fonds 1912-2012. Histoires d'une ville de gauche⁵. Au Locle, on pourrait aussi se prévaloir d'une même longévité.

Il est acquis que les deux